



DÉBAT AUTOUR DES INTERVENTIONS DES ONG INTERNATIONALES DANS LE DEVELOPPEMENT RURAL EN AFRIQUE

KAVUGHO MASTAKI Eugénie*

Résumé :

A l'heure actuelle, il existe un débat houleux sur l'importance de l'intervention des ONG dans le développement. Certains pensent que ces interventions ont peu de sens, alors que pour d'autres les actions des ONG pallient les insuffisances des pouvoirs en place.

Pour nous positionner par rapport à ce débat, nous avons focalisé notre réflexion sur les ONG internationales opérationnelles dans les territoires de Beni et de Lubero. L'analyse a révélé qu'en poursuivant leurs objectifs, les ONG internationales sont confrontées à plusieurs difficultés sociales, culturelles, politiques et économiques. Avec les types d'actions menées, étant dans la plupart des actions humanitaires, nous avons conclu que la contribution des ONG internationales sur le développement des territoires de Beni et de Lubero est encore minime. C'est pourquoi le pouvoir public devrait fixer des critères rationnels pour sélectionner les ONG.

Summary :

Presently, there exists a serious debate on the importance of the intervention of N.G.Os in development. Some people think that these interventions have little sense, yet for others the actions of N.G.Os answer to the insufficiencies of the established powers.

To position ourselves in accordance with this debate, we have focused our reflexion on the operational international N.G.Os in Beni and Lubero Territories.

The analysis has shown that in following their objectives, international N.G.Os are confronted to several social, cultural, political and economic difficulties. With the types of realized actions, being in most of humanitarian actions, we have concluded that the contribution of international N.G.Os on the development of Beni and Lubero Territories is still little. That's why the public power should determine the rational criteria to select N.G.Os.

INTRODUCTION

La Crise de l'économie internationale, l'asphyxie des Etats du tiers monde, le doute qui plane sur l'aide publique au développement mettent aujourd'hui les associations de solidarité internationale, les fameuses ONG (Organisation Non Gouvernementales), sur le devant de la scène.

Les pays d'Afrique connaissent plusieurs problèmes depuis les années 1970, notamment ceux de la crise pétrolière, de la baisse du prix des matières premières, des inégalités sociales, des guerres, des injustices... Pareille conjoncture est caractérisée par l'absence du minimum vital, ce que J.M. Albertini¹ appelle "sous développement". Avec ce fait, la majorité des populations du continent n'est pas à mesure de satisfaire les besoins fondamentaux.

Comme l'expliquent Johanna Siméant et Pascal Dauvin², le développement depuis les années 80 de l'internationalisation des ONG s'explique pour l'essentiel par la recherche de nouveaux « marchés » et l'optimisation de la récolte de fonds privés.

* Assistante en faculté des Sciences économiques à l'Université Catholique du Graben.

¹ J.M. Albertini, *Mécanisme du sous développement et du développement*, éd ouvrière, Paris 1989, p 8.

² J. Siméant et Pascal Dauvin, *Cahier, Le Travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du Siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences, Paris, 2002, p. 35.

Parcours et Initiatives N° 8 – Juin 2011

Par ailleurs, face aux aléas liés au phénomène de mauvaise gouvernance dans la plupart de pays africains, les organismes internationaux ont souhaité agir à travers les organisations non gouvernementales internationales ou nationales. La République Démocratique du Congo, en Général, et le Territoire de Lubero en particulier ne sont pas épargnés par ce nouveau système d'intervention dans le développement.

Les circonstances de naissance et d'évolution des ONG en RDC sont connues. Le mouvement ONG y a vu le jour vers les années 1980, avec au moment de la crise généralisée vers les années 1970, plusieurs facteurs touchant à presque tous les domaines de la vie du pays. Ils sont répertoriés par le professeur Léon de Saint Moulin¹ à savoir : la détérioration des termes de l'échange et celle de l'appareil de production, les déficiences de la gestion, l'ébranlement du réseau de collecte de la production des milieux paysans, l'absence d'une volonté politique de planification et de développement national.

En outre, comme l'indiquent le CNONGD- RDC et l'UNICEF-RDC² depuis les années 1986, l'économie zaïroise connaissait une crise aiguë caractérisée par une hyper-inflation en hausse perpétuelle, une croissance négative, une paupérisation généralisée de la population qui connaît la dégradation continue de son pouvoir d'achat. Le pays tout entier a sombré dans un désordre structurel et organisationnel indescriptible. D'ailleurs, ni le programme national de reconstruction, ni la coopération bilatérale ou multilatérale de type classique ne sont pas parvenus à soulager la misère de la population. Leur échec est attribué, d'une part à la mauvaise gestion des ressources dans le chef des dirigeants et, d'autre part, à la non-participation de la population à la gestion de l'Etat.

Certains penseurs, comme F. Houtart³, F. Baddache⁴ et J.D.Thwaites⁵, sont convaincus que l'aide au Congo, à travers les ONG, a peu de sens. Au contraire, pour YAMBA YAMBA c'est le marasme généralisé du pays que les ONG tentent de palier car leur création en RDC entre dans la logique des stratégies nées de l'échec de plusieurs plans de développement conçus par les organisations des Nations Unies (PNUD, FAO, UNICEF, UNESCO,...) et par des gouvernements dans les pays en développement qui n'impliquent pas les populations concernées. Raison pour laquelle d'autres structures se sont développées et tentent de faire participer les populations à l'analyse de leurs besoins en vue de rechercher avec elles des solutions appropriées.

Les territoires de Beni et de Lubero connaissent une prolifération des ONG depuis une vingtaine d'années. Chacune de ces ONG intervient selon sa spécialité: santé, éducation, adduction d'eau potable, agriculture, etc. Avec leur

¹ Léon de Saint Moulin, *Syllabus d'histoire des plans du développement au Zaïre*, FCK, 1995, P 42, cité par Angèle Mbula Bongongo, le CNONGD et l'efficacité des stratégies d'actions des ONGD à l'équateur, FCK, 1999, p 8.

² Léon de Saint Moulin, *Syllabus d'histoire des plans du développement au Zaïre*, FCK, 1995.p.23

³ F. Houtart, *Les ONG : instruments du néo-libéralisme ou alternatives populaires*, l'Harmattan, Paris 1998, pp 61-62

⁴ F. Baddache, *Entreprises et ONG face au développement durable : l'innovation par la coopération*, Harmattan, Paris 2005, p.23

⁵ J.D.Thwaites, *La mondialisation :origines, développements et effets*, Harmattan ,2005 ,p.15

Débat autour des interventions des ONG internationales dans le développement rural

présence, la pauvreté persiste dans ce milieu. C'est pourquoi l'analyse descriptive des différentes opinions sur la contribution d'actions des ONG au développement socio-économique s'avère importante. En effet l'exploitation du débat houleux, qui existe dans le monde contemporain, autour de la pertinence des interventions des ONG internationales en Afrique, nous permettra de produire des propositions appropriées pour plus d'efficacité dans les actions menées. En nous lisant, les responsables des ONG et l'autorité publique trouveront des stratégies à adopter en vue de rendre plus pertinentes les actions menées. Les chercheurs trouveront dans cette dissertation certaines idées sur le rôle des ONG dans le processus de développement.

Précisons que le raisonnement est orienté vers les ONG internationales qui sont opérationnelles dans les territoires de Beni et de Lubero pendant l'année 2010. Ce travail est réalisé en utilisant les trois techniques suivantes : l'observation, la documentation et la description des faits. A part la présente introduction et la conclusion, il est subdivisé en trois points : les différents arguments sur l'intervention des ONG (point I), la présentation numérique des ONG opérationnelles en territoires de Beni et de Lubero (point II) et un point d'analyse (point III).

I. AUTOUR DE L'IMPORTANCE DES INTERVENTIONS DES ONG.

Pour certains, nous l'avons dit plus haut, les ONG occupent une place fondamentale dans le développement de l'Afrique. En effet, Les ONG effectuent un travail de recherche sur les problématiques clés de leurs activités et alimentent de ce fait les débats en chiffres clés. Elles détectent des problèmes liés au développement et permettent de créer un débat autour de ces problèmes. Par contre, les autres expliquent la non-crédibilité des ONG par le fait qu'elles agissent à plus petite échelle. Leur marge de manœuvre s'en trouve limitée tout comme l'impact final de leurs actions. Les ONG font peser la balance dans une seule direction. Aussi, elles exécutent des projets missionnaires ou projets marketing qui n'ont pas de lien avec des besoins réels que la population réent.

I.1. ARGUMENTS EN FAVEUR DE L'INTERVENTION

L'analyse superficielle des régimes politiques en Afrique subsaharienne, en se basant sur les valeurs libérales de l'occident, doit reconnaître que l'Afrique présente des mauvais résultats. Elle brille par l'absence de contrôle sur les gouvernants, de la séparation des pouvoirs, de démission de gouvernements, l'absence de droit à la liberté d'opinion, des droits essentiels de l'individu... Sans prétendre dire qu'en Asie ou en Amérique Latine ou encore dans les pays occidentaux les démocraties sont parfaites, la situation en Afrique est réellement plus mauvaise avec beaucoup moins de signes d'espoir.

Après des essais, parfois bien courts, d'une structure politique ouverte après leur indépendance, beaucoup de pays d'Afrique se sont tournés vers une politique anti démocratique marquée par de graves violations des droits de l'homme, par la corruption et l'inefficacité généralisées. Peu de personnes, familiarisées avec l'histoire politique récente de l'Afrique, mettraient leur espoir dans une révolution politique pour résoudre le problème du Congo. Ces phénomènes sont trop comparables, parfois dans les proportions amplifiées, à ce qui se passe dans d'autres pays d'Afrique.

Parcours et Initiatives N° 8 – Juin 2011

Il n'y a pas de solution miracle au problème politique ni pour le Congo, ni pour d'autres pays africains. Ces mécanismes structurels complexes sont à l'œuvre qui mine la qualité des systèmes politiques en Afrique. La seule solution sera à long terme et elle aura diverses dimensions : politique, économique, sociale et culturelle.

Un frein important à l'émancipation politique de la population africaine se situe au plan socio-culturel. La société "moderne" diffère sur un certain nombre de points fondamentalement de la société "traditionnelle".

Et la façon dont l'homme traditionnel se considère lui-même tout comme ses rapports avec les autres, avec ses voisins est parfois en conflit avec les exigences occasionnées par un fonctionnement efficient d'une société moderne. Nous marquons peut-être de façon trop forte la dichotomie "moderne traditionnel" mais cela donne des indications utiles. L'homme traditionnel craint que des esprits mauvais aient empoisonné un puits, l'homme moderne recourra aux analyses scientifiques pour vérifier la qualité de l'eau du puits. L'homme traditionnel est impliqué dans un tout de relations sociales qu'il ne met pas en question et où émotionnellement, il se sent à l'abri. L'homme moderne est replié sur son individualité ; il évalue certains modèles de relations avec autrui et les accepte ou les rejette expressément. L'homme moderne accepte la technologie rationnelle et l'utilise pour dominer et soumettre la nature. Ces exemples peu arbitraires, illustrent une chose au niveau politique : le développement exige un certain nombre de changements socioculturels qu'on peut décrire comme une transition entre les valeurs "traditionnelles" et les valeurs "modernes".¹

Le raisonnement ci-haut est important dans la mesure où les ONG sont, inconsciemment, des instruments non négligeables dans la modernisation politique. Ainsi une association de petits propriétaires terriens dans le cadre d'un projet rural, ou un organisme de contrôle d'une polyclinique peuvent faire comprendre aux gens que leur intérêt commun est la meilleure garantie d'une action collective avec des chances de réussite, ou qu'une certaine méfiance mutuelle doit être introduite institutionnellement dans les structures de pouvoir pour empêcher que les individus prennent tout le pouvoir.²

Ils apprennent en même temps à vivre des rapports fonctionnels et moins personnels. Les ONG sont souvent préoccupées dans leurs projets à organiser de telles structures de participation et de prise de décision du groupe intéressé. Cela n'est pas seulement bon pour la réussite des projets eux-mêmes mais cela a une signification politique beaucoup plus profonde.³

Dans la même ligne de pensée, il faut considérer l'accent mis sur toutes sortes d'organisations locales non gouvernementales qui dépassent le niveau des projets. Les associations coopératives, les centres d'aide technique aux initiatives locales de développement, les organisations financières locales qui grandissent tout doucement et qui forment le tissu politique qui leur permettra de contrôler le

¹J. Siméant et Pascal Dauvin, *Le Travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du Siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences, P.22

²J. Siméant et Pascal Dauvin, Op. cit P 23

³ Idem

Débat autour des interventions des ONG internationales dans le développement rural

pouvoir central. Les ONG étrangères peuvent jouer un grand rôle dans l'institution et le renforcement de tels organismes.¹

Le revenu par habitant est très bas au Congo. Le standard de vie selon des indications plus directes comme l'espérance de vie, la consommation de calorie, les degrés de scolarité et autres est plus haut dans d'autres pays d'Afrique avec un revenu par habitant égal ou supérieur à lui du Congo. Mais tout reste relatif : le Congo est un pays où la majorité des habitants vit dans une pauvreté extrême. Un pays donc où les ONG ont bien des raisons pour exercer leur activité.

L'efficacité des actions des ONG est redoutable sur le terrain, selon Farid-Baddache,² car leur fonctionnement repose sur des principes qui ont déjà prouvé leur capacité de peser de plus en plus sur les décisions des entreprises et des pouvoirs publics visés selon un procédé type qui pourrait être résumé ainsi, lorsqu'il est couronné de succès :

I.1.1. Une ONG détecte un problème³

Les ONG effectuent un travail de recherche sur les problématiques clés de leurs activités. Elles alimentent ainsi les débats en chiffres clés, outils d'analyse et pistes de réflexion. Ces travaux permettent parfois de dessiner concrètement des pistes correctrices. Ils donnent aux ONG une légitimité sur la scène médiatique, mais également auprès des autorités publiques et des entreprises. Au-delà de créer ce débat, ils peuvent même mettre l'entreprise suffisamment en porte-à-faux pour être décrédibilisée sur ses marchés et être forcée de réagir.

A. Existence, chez les ONG, des rapports et des outils pour créer le débat.

Les études "qui font mal" forcent les entreprises à réfléchir à des thématiques auxquelles elles n'avaient pas pensé. Prises en défaut, elles sont obligées de réagir... ou de laisser la concurrence se démarquer sur des thématiques émergentes où tout est à construire.

- Sur le ou en coalition, elle lance une campagne capable de fédérer largement et de gagner l'attention des média, ou d'un public cible particulier (investisseurs, clients...):
- L'Etat ou l'entreprise cible se voit contraint de prendre officiellement position, et de prendre des mesures.
- L'ONG est consultée pour apporter une expertise permettant de définir la solution de correction.
- L'ONG est auditeur indépendant ou contrôleur du processus mis en place. Elle est une source de consultation concernant le sujet dans l'avenir.

B. Elles ont des chartes pour impulser le changement

Les ONG sont là également pour attirer l'attention sur des formes moins évidentes de pollution. Par exemple les activités de financement. Lorsque l'on

¹ Léon de Saint Moulin, Syllabus d'histoire des plans du développement au Zaïre, FCK, 1995.

²F Baddache ,op cit,p.20

³F. Baddache, *Entreprises et ONG face au développement durable : l'innovation par la coopération*, Harmattan, Paris 2005, PP130-135.

Parcours et Initiatives N° 8 – Juin 2011

parle d'entreprise et environnement, on pense en priorité aux industries les plus "polluantes" de la chimie, du pétrole, etc. les ONG sont également là pour élargir le débat et rappeler que tous les acteurs peuvent contribuer à un développement durable.

Par exemple, les banques, en tant que financiers de projets, peuvent avoir un fort impact sur l'environnement. Pour sensibiliser à ce sujet, un collectif d'ONG rassemblant le Rainforest Action Network, les Amis de la Terre, ... ont publié, en janvier 2003, la déclaration de Colevecchio. Elle appelle les institutions financières à plus de responsabilité sociale et environnementale en les incitant à mieux intégrer des critères sociaux et environnementaux dans l'évaluation des projets qu'elles entendent financer. Ces contraintes sont compensées par une meilleure appréhension des problématiques associées et donc, à une meilleure gestion des risques pour les investisseurs.

C. Des labels pour cadrer les démarches des entreprises

Une fois les problèmes détectés, les ONG sont également là pour contribuer à l'élaboration des solutions.

Ainsi, Victor Ferreira¹, Directeur de max Havelaar France, explique que dans les premières années de développement du commerce équitable en France, il avait les plus grandes difficultés à convaincre les grands distributeurs à le suivre dans la démarche du commerce équitable et à référencer des produits labellisés Max Havelaar, notamment du café. "C'est porté par des valeurs généreuses, mais les consommateurs n'achèteront pas" s'entendait-il régulièrement répondre. Mais en occupant le terrain et en sensibilisant directement les consommateurs, en relayant ses idées par les médias et par les activités d'autres ONG, Max Havelaar France trouve désormais un écho plus favorable auprès des entreprises tout simplement parce que les produits portant son label se vendent, et que les volumes sont en forte croissance d'une année sur l'autre depuis maintenant plus de cinq ans.

E. Les ONG font pression

Si les ONG ont su s'imposer dans les débats et attirer les lumières médiatiques sur de nombreux sujets, c'est bien parce qu'elles ont élaboré des moyens efficaces de pression, permettant, outre la production de rapport et d'outils de faire connaître au plus grand nombre l'information. Les moyens sont parfois dénoncés par les entreprises, qui ne les jugent pas toujours "éthiques". Il est vrai que les armes sont inégales. L'entreprise ne peut pas prendre le risque de faire du harcèlement sur Internet ou rassembler tous ses employés pour organiser une contre-manifestation,...

F. Les ONG font le harcèlement

Tous les moyens de pression dont dispose l'ONG se fondent sur le principe "d'info guerre". Ce terme d'origine militaire, consiste à utiliser l'information comme arme d'influence. Certes, cela inclut l'action formelle de la bataille de l'information : étude contre étude, chiffres contre chiffres,...Mais cela comprend également de

¹ V.Ferreira cité par Léon de Saint Moulin,op cit,p. 23

Débat autour des interventions des ONG internationales dans le développement rural

nombreuses actions informelles de manipulation et de diffusion de l'information. Il s'agit de forcer l'écoute et la réflexion des auditeurs (consommateurs, autorités publiques...) dans leurs processus de décision pour en modifier le cadre référentiel d'analyse.

Par exemple, tant que les consommateurs ne se posent pas la question de savoir s'il y a des enfants de moins de douze ans qui font l'assemblage de ballons de sport en Asie, ce critère n'entre pas dans le processus d'achat des familles au supermarché. Pourtant à partir du moment où des ONG fournissent des chiffres, des études, des photos compromettantes, et bénéficient d'une couverture médiatique suffisante, elles pèsent sur le processus d'achat et font pression sur les entreprises. La grande force des ONG provient de l'excellente image dont elles jouissent auprès de l'opinion (...).

Il est également intéressant de mesurer la réactivité des ONG et leur capacité à faire évoluer les formes du militantisme grâce aux possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information (email, Internet). Internet est venu à point nommé pour contre balancer le manque des structures. Les ONG ont fort preuve de beaucoup de créativité tant dans l'utilisation de techniques de pression nouvelles que dans leur capacité à maîtriser parfaitement leurs droits pour rester juridiquement inattaquables.

I.2. ARGUMENTS EN DEFAVEUR DE L'INTERVENTION DES ONG

La situation très pénible au niveau économique et politique, au Congo, rend l'action des ONG plus difficile. Même si elles agissent à plus petite échelle et directement avec la population, ce qui se passe à un niveau social plus large ne les laisse pas indifférentes. Leur marge de manœuvre s'en trouve limitée tout comme l'impact final de leur action. Les faits démontrent que les ONG font peser la balance dans une seule direction. Le Congo est de loin, le pays à recevoir le plus d'aide des ONG belges. Mais cela n'est peut être pas la conséquence d'un choix bien délibéré, ou d'un choix unanime.¹

La croissance des ONG est certes à mettre en relation avec l'échec de l'Etat dans les sociétés africaines, ce qui explique notamment la diversité des champs d'action de ces dernières. La question à poser est de savoir quelle est leur fonction réelle : avant-garde d'une nouvelle sorte d'impérialisme ou alliées des peuples africains dans leur combat séculaire contre la domination et l'exploitation ? Il est parfois difficile de répondre à cette question, notamment à cause de l'opacité des ONG étrangères, en Afrique. Les Africains ne connaissent guère la motivation exacte de leur présence dans le continent, les mécanismes de leurs prises de décision, les relations qu'elles entretiennent avec leurs gouvernements, la complexité des bases auprès desquelles elles doivent rendre des comptes. Ils ne comprennent pas leur refus à être évaluées par leurs partenaires africains et ne peuvent oublier les relations historiques de domination entre leurs pays et l'Afrique.²

¹ XXX, *Autour du développement durable, Risques et Management International*, éd Harmattan, p 26 2003.

² Idem

Parcours et Initiatives N° 8 – Juin 2011

En effet, en Afrique on ne connaît que les aspects extérieurs des ONG occidentales. Les africains ne disent pas qu'elles sont des avant-postes de l'espionnage occidental, mais ils sont méfiants, au vu du secret qui les entoure. L'appui financier de leurs gouvernements est parfois très important.

Alors, dans quelles mesures sont-elles encore non gouvernementales ? Il en est de même du soutien de l'union européenne. Par ailleurs, les sociétés occidentales sont complexes et les ONG reflètent cette réalité, chacune répondant à des groupes ou des sensibilités particulières, qui parfois établissent entre eux une véritable division du travail. Ne s'agit-il pas alors de l'argent de la charité, destiné à apaiser la conscience occidentale ? Le fait d'évaluer, à sens unique, le travail des partenaires africains, parce qu'ils reçoivent l'argent, n'est pas compensé par une évaluation des Africains sur ce que les ONG font de l'information qu'ils obtiennent concernant les sociétés africaines et qu'elles utilisent notamment pour leurs collectes de fonds.¹

Avec leur action pour le développement, les ONG apportent aussi leurs propres valeurs. Ainsi la grande préoccupation des rapports homme-femme, qui s'est développée récemment en occident, est transmise telle quelle et, très artificiellement, dans les actions sur le terrain, en Afrique. Il en est de même des droits de l'homme et de la défense de l'environnement. Certes, les sociétés africaines ont leurs problèmes dans ces domaines, mais les solutions ne doivent pas être importées. A cet effet, les Africains doivent étudier leurs situations avec beaucoup d'attention².

1.2.1 ONG : Interlocuteurs toujours plus crédible ?³

Certains ONG ont bien souvent une image tenace de structures mal organisées. Parfois, Il existe rarement un organigramme précis, hormis bien sûr celui du conseil d'administration qui répond de responsabilités particulières vis-à-vis des autorités. Mais dans la gestion quotidienne des projets et des dossiers, le fonctionnement se veut informel, en fonction des compétences et des charges de travail des uns et des autres. Surtout pas en fonction des "étiquettes" officielles des uns et des autres.

Et pourtant, nombreuses sont les ONG qui existent depuis des décennies, et qui prouvent sur le terrain que leur action a un impact réel. C'est donc bien qu'elles arrivent à se gouverner "à avancer sur des projets si cela avait besoin d'être encore prouvé. Seulement, leur fonctionnement a ses propres codes, difficiles à comprendre pour qui provient du milieu de l'entreprise ou de l'administration.

En effet, la culture des ONG est avant tout dominée par un engagement militant et politique au sens large. Les militants assemblée générale, conseil d'administration, salariés ne fonctionnent pas sur la base de rapports économiques contractuels, mais sur la base de valeurs communes profondes qui unissent les individus. On préfère parler du militantisme, d'engagement, de partenariat, d'indemnité et de bénévolat dans les rapports entre les individus plutôt que de rentabilité, de plan de carrière, de l'hierarchie ou d'augmentation.

² F. Hautart, *Les ONG : instruments du néo-libéralisme ou alternatives populaires*, l'Harmattan, Paris 1998, PP61-62

³ F. Baddache, *Op. Cit.* pp 152-153.

Débat autour des interventions des ONG internationales dans le développement rural

D'ailleurs, le fonctionnement de l'ONG s'auto exclut partiellement des lois du marché. S'appuyant sur un réseau de bénévoles, il peut compter sur la bonne volonté de nombreux individus pour répandre la bonne parole, lever des fonds, occuper le terrain. A contrario, rares sont les employés prêts à se dépenser les soirs et les Week-ends pour soutenir le développement de leur entreprise sans contre partie financière...

L'ONG peut également se reposer sur différentes subventions publiques pour se financer. Là encore, le type de rapport n'a évidemment rien à voir avec celui entretenu par l'entreprise avec ses actionnaires. Il suffit d'expliquer comment les fonds ont été utilisés dans les besoins de fonctionnement, pas de prouver qu'ils ont rapporté 15 % en étant placés dans cette structure et pas ailleurs.

C'est bien ce rapport au travail et à l'argent qui pousse l'ONG à fonctionner selon un mode informel, voire désorganisé.

Il arrive que les dossiers changent plusieurs fois de main de mois en mois parce que les équipes sont mouvantes en fonction du temps que les uns et les autres sont prêts à consacrer aux projets de l'ONG.

I.2.2. Les autres fausses pistes

L'ONG donatrice qui doit justifier l'emploi des fonds rassemblés a parfois tendance à réclamer des réalisations concrètes, immédiates et spectaculaires. Sont alors privilégiés les gadgets issus de la culture tiers-mondiste qui répondent plus aux modes et aux mythes de l'heure qu'aux besoins réels de partenaires. Dans d'autres cas, c'est l'accessibilité des sites qui primera : forages pastoraux près des routes, hangars de stockage dans les centres administratifs, etc.

Par ailleurs, il existe des projets missionnaires ou projets marketing. Des nombreuses associations se sont constituées pour promouvoir une idée, une méthode, une technique.

Les projets cadeaux constituent également des fausses pistes pour les ONG¹. Il s'agit des projets financés par des bailleurs pour des raisons autres que les besoins ressentis par la population ciblée.

II .PRESENTATION DES ONG OPERATIONNELLES EN TERRITOIRES DE BENI ET DE LUBERO DURANT LA DERNIERE ANNÉE

La connaissance des ONG opérationnelles en territoires de Beni et de Lubero, leurs domaines d'intervention ainsi que leur ancienneté sont les éléments susceptibles de nous éclairer dans la recherche de l'importance des actions menées. C'est pourquoi, cette partie reprend deux éléments : l'évolution numérique des ONG et leur typologie.

II.1. EVOLUTION NUMÉRIQUE DES ONG

Pendant la dernière année 2010, les ONG internationales reprises dans le tableau ci-dessous ont été opérationnelles dans les deux territoires.

¹ J.D.Thwaites, *la mondialisation : origines, développements et effets*, Harmattan ,2005 ,p.15

Parcours et Initiatives N° 8 – Juin 2011

Tableau n°1 : répertoire des ONG opérationnelles en 2010

N°	Noms	Date début des activités	Domaines d'intervention	Continent d'origine
1	Adventist Development and Relief Agency (ADRA)	2004	Aides Humanitaires	Amérique
2	Agri sud international	2008	Agriculture	Afrique du sud
3	Association du Barreau Américain (ABA)	2009	Violences sexuelles, Droits de l'homme	Amérique
4	AVSI	2005	Education	Europe
5	CARE International		Aides Humanitaires	Europe
6	COOPI	1999	Humanitaire, nutrition	Europe
7	CRN/Hope in Action (Christian Relief Net Work)	1999	Aides Humanitaires	Europe
8	Diakonie Katasptrophen hilfe	2000	Aides Humanitaires	Europe
9	Farmamundi	2006	Santé	Europe
10	Handicap France/Atlas Logisque	2008	santé	Europe
11	Heeal Africa	2009	Psychologie	Europe
12	LWF (Lutherair World Fédération)	2006	Psychologie sociale	Europe
13	Asrames	1999	Agriculture et santé	Europe
14	Merlin (MEdical Relief Lating Health care)	2000	Santé	Europe
15	NRC (Norwegian refugees comitée)	1999	Humanitaire	Europe
16	Oxfam (oxford comitée aigainst Famine)	1997	Santé Éducation Eaux assainissement	Amérique
17	SCUK (Save the Children)	2004	Protection de l'enfance	Europe
18	SODERU (solidarité et développement rural)	2003	Réhabilitation des routes	Europe
19	Solidarités	1998	Assainissement Education	Europe
20	VECO (Vrede seilandem (le de paix-Country office	2001	Agriculture et élevage	Europe
21	VSFB (Veterinaires sans frontière/Belge.	2006	Agriculture et élevage	Europe
22	VSF Vetermon (Veterinarios sin Fronteras / Espagne	2004	Agriculture et élevage	Europe
23	Welthunger liffe (AAA)	1997	Agriculture Assainissement Education	Europe
24	W (Wold vision) VI	2000	Protection nutritionnelle de l'enfance	Europe
25	WWF (World wild Fund for Nature	2005	Aides humanitaires	Europe
26	CICR (comitée international de la croix rouge	1999	Réunification familiale santé humanitaires	Europe
27	CARITAS international	2003	Aides humanitaires	Europe
28	CEPAC/Läkarmissiareum	2005	Aides humanitaires	Europe

Source: bureau de Ocha

Du tableau ci-haut, nous constatons que 28 ONG internationales ont été opérationnelles, avec une base, en territoires de Beni ou de Lubero.

Débat autour des interventions des ONG internationales dans le développement rural

II.2 TYPOLOGIE DES ONG INTERNATIONALES EN TERRITOIRES DE BENI ET LUBERO

Plusieurs types d'ONG ont été repérées en territoires de Beni et Lubero .

a) Selon la nature des actions entreprises, nous distinguons :

1. Les ONG Humanitaires : elles interviennent face à des besoins immédiats de survie matérielle dans des domaines tels que la santé, l'habitat, la nourriture, le vêtement.
2. Les ONG de développement, avec des interventions économiques, social et culturel.
3. Les ONG d'appui aux luttes sociales dans les champs économiques, sociaux, écologiques, culturels, politiques, de défense des droits et de promotion de la paix par le biais d'une aide financière, d'un appui organisationnel, de pressions politiques, de recherches analyses, de formation, de représentation internationale.

Les proportions des types d'ONG en territoire de Lubero et de Beni sont synthétisées par ce tableau.

Tableau n°2 : Proportions des ONG selon la nature des interventions

<i>Types</i>	<i>Nombres</i>	<i>Fréquences en%</i>
ONG humanitaires	15	54
ONG de développement	9	32
ONG d'appui aux luttes sociales	2	7

Source : Tableau n°1

Les ONG qui réalisent les actions humanitaires sont majoritaires. D'une manière plus détaillée, selon les types des projets, les différentes proportions sont exposées dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°3 : Proportions des ONG selon les types des projets

	<i>Types des projets</i>	<i>Nbre d'ONG qui les réalisent</i>	<i>Fréquence (en %)</i>
1	Actions humanitaires	15	54
2	Agriculture élevage	6	21,4
3	Santé	5	17,9
4	nutrition	2	7
5	Eau et assainissement	4	14
6	Psychosocial	2	7
7	Droit de l'homme	1	3,5
8	Protection de l'enfance	2	7
9	Réhabilitation des routes	2	7
10	Education et recherches des écoles	4	14
11	Réunification familiale	1	3,5

Source : Rapports d'activités de différents ONG et leurs sites

Interne

54 % soit 15 ONG sur 28 sont dans les urgences.21% interviennent dans l'agriculture et l'élevage ...

Parcours et Initiatives N° 8 – Juin 2011

L'action humanitaire réalisée en territoires de Beni et de Lubero consiste à l'assistance aux vulnérables moyennant la distribution de différents biens nécessaires à leur survie : les vivres, les habits, les ustensiles de cuisine.... Les activités réalisées dans l'agriculture et l'élevage sont :

- Distribution de semences (pomme de terre, carotte, choux, patate douce, tige de manioc, ...
- Distribution de bêtes de reproduction : lapins, chèvres, poules, cobayes, ...
- Différentes formations sur l'agriculture et l'élevage.

Les ONG qui interviennent en santé fournissent des équipements ou des fournitures à certains hôpitaux ainsi que des formations de ce domaine. Celles qui se préoccupent de la nutrition distribuent des aliments aux enfants mal nourris et assurent des formations à ce sujet. L'activité qui se rapporte à l'eau et l'assainissement consiste à la construction des bornes fontaines dans les villages. Pour la psycho-social, on accompagne les différents paysans souffrant de traumatisme psychique. Concernant les droits de l'homme, les activités sont les suivantes : vulgarisation de ce droit dans différents domaines, l'accompagnement juridique.... Les activités de protection de l'enfance consistent à la vulgarisation de droits de l'enfant et la construction des écoles.

b) Selon les lieux d'origine des ONG

Il existe deux possibilités les ONG du nord et celles du sud. 96,4 %, soit 27 ONG sur 28, des ONG en territoires de Beni et de Lubero proviennent du Nord. 1 sur 28 soit 3,5% provient du sud.

III. POINT D'ANALYSE

Dans cette section, il est question d'établir l'analyse des actions menées par les ONG présentées ci-dessus. Sans prétendre réaliser une analyse des impacts, cette partie expose les faits issus de notre observation personnelle du phénomène, comme nous l'avons signalé dans l'introduction.

En Territoires de Beni et de Lubero, l'efficacité des actions menées par les ONG est limitée par certains faits parmi lesquels le Poids des décisions politiques (instabilité politique), l'instabilité économique, la suspicion et l'hostilité, les groupes d'intérêts paysans, les tracasseries administratives et les avis d'appels en projet non conformes à la réalité.

Les ONG font face aux décisions politiques, à l'instabilité économique avec toutes ses conséquences sur les budgets. A cela s'ajoute une suspicion mutuelle et parfois de l'hostilité, caractérisant les relations entre les ONG et les gouvernements ou la population.

Exception pour certains ONG humanitaires, l'instabilité politique qui aboutit le plus souvent aux guerres qui les obligent d'arrêter les activités avant d'atteindre les objectifs qu'elles se sont assignées. Avec l'instabilité économique certains résultats attendus ne sont pas également atteints. La perte progressive du pouvoir d'achat de la monnaie anéantit certaines actions.

Les élites rurales constituent des groupes d'intérêts qui réduisent les effets des ONG. Souvent utilisées pour atteindre la base, il arrive de fois où ils détournent la

Débat autour des interventions des ONG internationales dans le développement rural

mission des ONG pour leurs intérêts. Les cas le plus fréquent sont ceux d'identification des bénéficiaires des projets. S'il est bien précis que seules des personnes vulnérables doivent être alignées, les élites rurales pratiquent leurs critères de sélection comme les liens familiaux, amicaux, la perception d'argent ... En laissant à côté les personnes cibles.

Parfois le gouvernement et surtout les populations soupçonnent les ONG de complicité dans la guerre. Ce fait bloque la communication. Le cas le plus criant de cette suspicion a été observé en 2007, au Sud du Territoire de Lubero où la population avait refusé les vivres distribués par les ONG. Cette population avait pensé que ces vivres étaient empoisonnés, tout simplement puisqu'ils n'avaient pas confiance en elles. Le cas le plus récent a été observé en octobre 2009 en cité de Lubero. Après une insécurité accrue, la population s'est révolté contre toutes les ONG qui y étaient opérationnelles jusqu'au point de brûler certains de leurs bureaux.

Les tracasseries administratives sont à signaler également. Le cas le plus parlant est celui observé dans les activités de réhabilitation des routes. Après ces activités, plusieurs barrières sont installées sur ces routes. Les sommes exorbitantes sont ainsi demandées aux usagers des routes pendant que leur entretien pose problème. Les quelques revenus perçus par la population ayant réalisé une activité, sont également soumis à un impôt sur les revenus de 15%. Cet impôt est prélevé par l'administration fiscale. Ceci anéantis dans une certaine proportion les effets attendus.

Les avis d'appels en projet non conformes à la réalité limitent certaines organisations dans leur efficacité.

Il convient d'ajouter également que la plupart d'ONG pose des actions humanitaires dans les deux territoires en étude. Ces actions humanitaires, comme nous l'avons dit plus haut, répondent aux besoins d'urgence en consommation alimentaire, habillement, logement... Plus de la moitié d'ONG opèrent dans ce secteur qui, sans pour autant négliger son importance, ne peut pas contribuer au développement des bénéficiaires d'abord et de toute la communauté. Les distributions gratuites risquent de créer dans l'esprit de la population deux attitudes négatives : l'attentisme et la gratuité.

Les ONG qui sont opérationnelles dans l'agriculture et l'élevage, tout en poursuivant des objectifs nobles, pratiquent aussi des distributions gratuites et de ce fait sont exposés aux deux attitudes négatives que nous venons d'évoquer.

Les idéologies répandues en matière de droit de l'homme, de protection de l'enfance, du genre,... ne cadrent pas toujours avec des particularités socio-économiques de notre contrée. Comme nous l'avons dit, certaines idéologies sont calquées sans analyse approfondie du contexte africain.

Il est clair que la réhabilitation des infrastructures (routes, écoles, des hôpitaux, sources) est l'action qui a un effet non négligeable sur le développement. Mais, selon le tableau n°3, ces genres d'activités ne sont entreprises que par une minorité d'ONG internationales sur les territoires de Beni et de Lubero. D'où, l'apport des actions des ONG sur le développement est encore minime.

CONCLUSION

Au bout de cette réflexion il sied de rappeler que deux tendances d'idées existent sur les interventions des ONG. Pour les uns les interventions sont importantes tandis que pour les autres les actions posées n'ont pas assez d'importance.

Notre position par rapport à ce débat est que les actions menées en territoires de Beni et de Lubero ont un apport minime sur le développement. En effet, la plupart d'ONG pose des actions humanitaires dont la durabilité est minime. La proportion de ceux qui posent des actions dont les effets sont visiblement palpables sur le développement est faible. Parfois le processus utilisé pour souscrire aux projets peut empêcher l'efficacité. En fait l'on souscrit à une offre à projet lancé par les bailleurs de fonds qui ne tiennent pas compte des besoins réels vécus sur terrain.

Compte tenu de tous ce qui précède, nous suggérons ce qui suit :

- aux responsables des ONG internationales de s'engager dans des projets plus durables car les urgences n'apportent qu'une solution apparente au problème. Elles créent l'attentisme et la gratuité, deux attitudes négatives aux conséquences fâcheuses sur le développement économique.
- A l'autorité publique nous demandons de soutenir les actions de toute organisation agissant pour l'intérêt des populations, d'établir des critères rationnels pour qu'une ONG opère dans le milieu. Le suivi de leurs activités est aussi nécessaire en vue de vérifier le respect de ces critères.
- Nous encourageons la population à l'esprit entrepreneurial dans certains secteurs où les ONG opèrent. En fait en menant certaines de leurs actions, même avec un but lucratif, l'on peut être plus performant.
- Tous les projets devraient avoir un caractère participatif. En effet, « La participation de la population a été retenue comme un thème auquel il faut porter toute l'attention. Les projets des ONG au Congo se caractériseraient par une participation trop faible de la population à des projets. Les ONG sont elles mêmes divisées sur ce sujet tout en sentant bien que la participation au Congo est particulièrement difficile et qu'elle pose des problèmes. Raison de plus de s'en occuper(...) Généralement les ONG sont très appréciées pour deux de leurs qualités : leur attention pour les plus pauvres et le caractère participatif de leurs actions. Les ONG qui cherchent consciemment à réaliser ces deux qualités réussissent généralement ».¹

¹. Siméant et P.Dauvin, *ONG et Humanitaires*, Harmattan, p.26

BIBLIOGRAPHIE

1. Angèle Mbula Bongongo, *le CNONGD et l'efficacité des stratégies d'actions des ONGD à l'équateur*, FCK, 1999.
2. C.Lejeune et H.Derriennic, *Accompagner des projets des jeunes en Afrique*, éd Harmattan,2001.
3. F. Baddache, *Entreprises et ONG face au développement durable : l'innovation par la coopération*, Harmattan, Paris 2005.
4. F. Houtart, *Les ONG : instruments du néo-libéralisme ou alternatives populaires*, l'Harmattan, Paris 1998.
5. F.Talonto, *Union Africaine et Développement : entre espoir et illusion*, Harmattan
6. J. Siméant et P.Dauvin, *ONG et Humanitaires*, Harmattan 1999
7. J. Siméant et Pascal Dauvin, *Le Travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du Siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences, Paris, 2002.
8. J.D.Thwaites, *la mondialisation : origines, développements et effets*, Harmattan
9. J.M. Albertini, *Mécanisme du sous développement et du développement*, éd ouvrière, Paris 1989.
10. Léon de Saint Moulin, *Syllabus d'histoire des plans du développement au Zaïre*, FCK, 1995.
11. M.C Gueneau, *Les petits projets de développement sont-ils efficaces?*
12. S.Madauele, *le développement en projets : conception-réalisation-études des cas*
13. XXX, *Autour du développement durable, Risques et Management International*, éd Harmattan, 2003.